



Déclaration du Premier ministre : pas d'amélioration pour les retraités.

Les annonces du Premier ministre n'apportent aucune amélioration sur les conditions de vie de l'ensemble des retraités.

Dans les mesures annoncées RIEN de nouveau pour les retraités actuels. C'est-à-dire qu'en 2020, nos pensions n'augmenteront que de 0,3 % pour les pensions supérieures à 2 000 € alors que les prévisionnistes annoncent une inflation entre 1,2 et 1,4 %. Il n'est surtout pas revenu sur sa volonté à limiter le budget consacré aux retraites aux 13,8 % actuels du P.I.B. alors que le nombre de retraités va augmenter. La réversion ne pourrait toujours n'être touchée qu'à 62 ans. Le gouvernement a la volonté d'appauvrir tous les retraités et notamment les femmes contrairement aux promesses.

La seule mesure clairement annoncée est : « pas de retraite inférieure à 85 % du SMIC (1 000 €) » pour une carrière complète. Quelle générosité, mais comment y croire, cela est déjà dans la loi retraite de 2003... Et comment peut-on vivre avec si peu ?

Dans ses propositions le 1^{er} ministre s'est mis à dos l'ensemble des organisations syndicales.

L'absence de clarté sur ce que veut faire le gouvernement confirme sa volonté d'entraîner à terme l'affaiblissement de notre système de retraite par répartition solidaire et de son financement et « justifierait » ainsi la poursuite du blocage de nos pensions. La réforme proposée par le gouvernement qui aggraverait les inégalités a pour seul but d'ouvrir la voie aux assurances privées et en finir avec la solidarité intergénérationnelle.

Pour nos organisations et associations, nous appelons les retraités qui ont déjà largement été présents les 5 et 10 décembre avec les salariés à poursuivre leur mobilisation le **17** décembre pour refuser toute pension inférieure au SMIC, pour exiger le retour du calcul des pensions sur les salaires moyens...

Dans nos mobilisations spécifiques comme le 8 octobre ou en convergence avec les salariés nous agissons pour :

- L'indexation des pensions sur l'évolution des salaires, le maintien et l'amélioration des règles actuelles des pensions de réversion.
- Le rattrapage des années de gel et de sous-indexation.
- Un plan pour la perte d'autonomie à la hauteur des enjeux en terme de créations d'emplois et qui permette une prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale.
- Des services publics de proximité en nombre suffisant et la réduction de la fracture numérique.
- Des soins de qualité accessibles à tous, sans dépassement d'honoraire, le maintien et le développement de structures de proximité (hôpitaux, maisons médicales, centres de soins...).

Vous avez déjà été nombreux à participer aux mobilisations des 5 et 12 décembre.

Le 17 décembre dans toute la France, nous vous appelons à vous joindre dans l'unité la plus large à toutes les initiatives pour mettre en échec la politique de régression de notre pouvoir vivre. Et nous invitons toutes celles et ceux qui ne se sont pas encore mobilisés à s'inscrire dans les actions le 17 décembre.

Défendons ensemble le droit à une retraite heureuse.